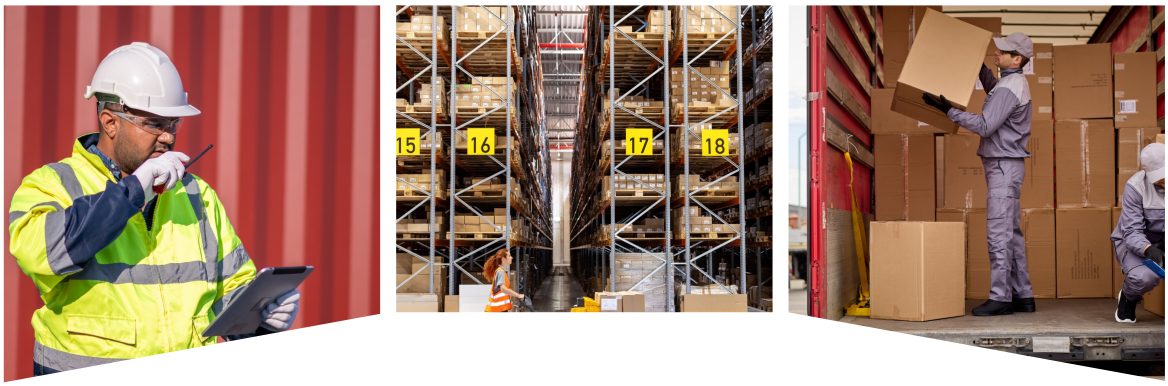


Accès aux marchés internationaux

La réalité sécuritaire exige ***une révision de la loi sur le matériel de guerre***

23.10.2026

D'un coup d'oeil

- La situation géopolitique a changé: la guerre en Europe, les conflits au Moyen-Orient et les attaques hybrides accentuent les risques sécuritaires, y compris pour la Suisse
- Une industrie de l'armement suisse performante renforce la capacité de défense nationale et fait de la Suisse un partenaire fiable au sein des chaînes logistiques et de valeur internationales
- La loi sur le matériel de guerre révisée garantit une base industrielle de défense nationale et renforce tant la sécurité du pays que l'attractivité de la place économique suisse

L'insécurité mondiale atteint un niveau que nous n'avions plus vu plus depuis des décennies. La guerre fait rage en Europe, le conflit autour de l'Iran s'intensifie au Moyen-Orient et les attaques hybrides représentent déjà une menace concrète pour notre pays. La politique sécuritaire de la Suisse doit être adaptée à cette nouvelle réalité.

La guerre en Europe menace également la Suisse

Depuis le début de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, la situation géopolitique a radicalement changé. La guerre a fait son retour en Europe et ses conséquences dépassent largement l'Ukraine. Si les combats conventionnels ont lieu principalement dans la partie orientale de l'Ukraine, des incidents surviennent régulièrement dans les zones frontalières de la Pologne et des pays baltes. L'influence de la guerre conventionnelle menée par la Russie s'étend ainsi à l'Europe et met à l'épreuve l'alliance sécuritaire.

La guerre non conventionnelle ou hybride s'immisce beaucoup plus loin en Europe et menace également la Suisse. En août, un drone chargé d'explosifs a été saisi à l'aéroport de Leipzig/Halle, un incident que les autorités allemandes imputent à la Russie. De même, la Lituanie soupçonne la Russie d'être à l'origine d'une récente tentative d'incendie criminel contre une base SpaceX Starlink à Vilnius. Des campagnes d'influence et des cyberattaques ciblent toute l'Europe, y compris la Suisse.

Situation mondiale chaotique

D'autres conflits conventionnels ont éclaté au Moyen-Orient. Le risque géopolitique s'est fortement accru depuis 2022 et atteint de nouveaux sommets cette année (cf. figure 1). L'alliance transatlantique pâtit de ces conflits militaires et commerciaux. Pour pouvoir se défendre en cas de besoin, la Suisse doit être en mesure de fabriquer elle-même certains équipements de défense et de s'en procurer auprès de ses partenaires. Par le passé, elle pouvait compter sur des alliances dans un esprit de partenariat; aujourd'hui, elle se doit également d'apporter à ses partenaires une valeur ajoutée en matière de politique de sécurité.

Figure n° 1: Le risque géopolitique s’est considérablement accru

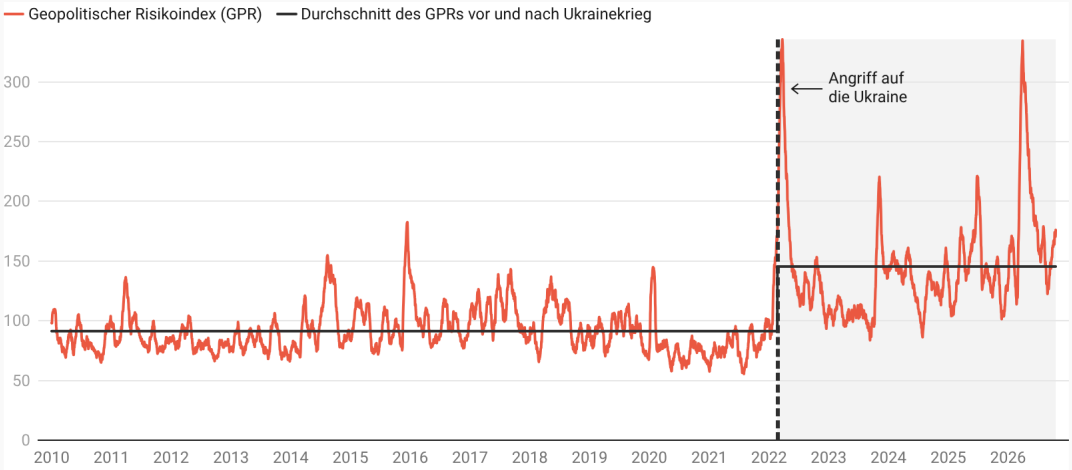


Chart: Fabian Scheidegger • Source: Caldara and Iacoviello (2022) • Created with Datawrapper

Une industrie d’armement nationale pour sécuriser la capacité de défense

Le fait pour un pays de disposer de sa propre industrie d’armement renforce la sécurité. D’une part, cela permet de garantir la capacité de défense, au moins dans des domaines importants, sans dépendre d’autres pays. D’autre part, cela garantit des acquisitions réalisées en partenariat. L’économie suisse est extrêmement innovante et fournit des composants indispensables aux chaînes de valeur internationales dans le domaine des équipements de défense. En Suisse, l’industrie de l’armement concentre un savoir-faire considérable et crée des emplois et des places de formation. Grâce à son industrie hautement spécialisée, la Suisse occupe une place importante dans les chaînes de valeur internationales. Exclure notre pays aurait aussi des conséquences négatives pour nos partenaires.

La sécurité, un facteur clé pour notre place économique

La Suisse est un petit pays avec des besoins en équipements de sécurité faibles par rapport à la demande mondiale. Plus de la moitié de la demande d'équipements militaires suisses provient de l'étranger. Or sans possibilité d'exporter, l'industrie suisse de l'armement ne pourrait pas survivre. Et sans industrie d'armement nationale, des capacités de défense stratégiques essentielles disparaîtraient. Le 29 novembre prochain, la Suisse se prononcera sur la révision de la loi sur le matériel de guerre (LFMG). Sans cette adaptation, notre pays perdrait de sa crédibilité en tant que partenaire en matière de politique de sécurité et risquerait de voir disparaître sa base industrielle de défense. Le cas échéant, il perdrait des capacités essentielles pour la défense nationale. La sécurité est cependant aussi un facteur décisif pour la place économique: les entreprises investissent uniquement là où les conditions-cadre sont stables et sûres. La LFMG révisée renforce donc à la fois la capacité de défense et l'attractivité de la Suisse en tant que place économique.



Rudolf Minsch
Responsable Politique économique générale & Économie extérieure, Chef économiste, Vice-président du comité de direction



Fabian Scheidegger
Collaborateur de projet Politique économique et formation



Corine Fiechter
Responsable de projets Politique économique et formation

© economiesuisse | www.economiesuisse.ch